



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la session extraordinaire  
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes  
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »**

### **Déclaration présentée par Centre for Social Research, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



## Déclaration

### Condition des femmes en Inde : le passé, le présent et l'avenir

« Sans elle l'homme n'aurait pas été. Si la non-violence est la loi de l'humanité, l'avenir appartient aux femmes. Qui peut parler au cœur mieux que la femme ? » avait déclaré Mahatma Gandhi.

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés pendant la conférence de Beijing de 1995, ont fourni aux organisations un cadre de travail sur les principaux domaines de préoccupation des femmes. Vingt ans plus tard, on le considère toujours comme la principale source d'inspiration pour toutes les organisations qui travaillent en faveur de l'émancipation des femmes.

Centre for Social Research, une institution qui travaille en Inde depuis 1983 pour habiliter les femmes et les jeunes et créer une société humaine, équitable et égalitaire entre hommes et femmes, voudrait présenter à travers cette déclaration un exposé sur la condition des femmes dans notre nation. Certes, des progrès ont été accomplis en matière d'élaboration des politiques visant à autonomiser les femmes, de programmes visant à fournir une meilleure éducation aux petites filles, etc., et nous ne pouvons que nous en féliciter; cependant, les violences à l'égard des femmes n'ont pas pour autant diminué. Notre organisation soutient en permanence et fait pression pour que le Women's Reservation Bill destinée à une plus grande présence des femmes dans les organismes de prise de décision soit adoptée. Parallèlement à ce soutien, nous travaillons sur des initiatives comme Meri Shakti Meri Beti qui traite la question des avortements sélectifs et fournissons des conseils et des soutiens aux cas de violence contre les femmes dans nos Centres d'intervention d'urgence.

Au cours des dernières décennies, nous avons assisté à l'émergence de grandes réformatrices en Inde qui ont agi en porte-flambeau de l'égalité des sexes, de la justice, de l'émancipation des femmes et qui ont traité les questions liées aux jeunes et aux enfants. Cela dit, de nombreuses femmes indiennes sont constamment victimes de violence et cette nation reste dominée par des normes patriarcales.

Le viol, la violence domestique, les meurtres liés à la dot, le harcèlement sexuel et le meurtre constituent les défis auxquels sont largement confrontées les femmes en Inde et ces questions agissent comme les principaux obstacles pour leur développement et leur autonomisation. Le bien-être social et économique des femmes est un facteur qui pourrait dicter et stimuler le développement d'une nation. Surtout dans des nations comme l'Inde, qui compte 614,4 millions de femmes sur une population totale de 1,27 milliard. Pour rétablir la foi en une société où règne l'égalité entre les hommes et les femmes, il est très important pour le mouvement des femmes de se focaliser sur les douze principaux domaines définis par le Programme de Beijing+20. Pour couvrir l'aspect socio-économique des femmes en Inde, des initiatives qui traitent de ces domaines peuvent enclencher une mutation sociale positive. Le taux de délits commis contre les femmes en Inde s'accroît à un rythme alarmant avec 309 546 délits recensés en 2013. Les cas de viol, de meurtres liés à la dot, d'enlèvements et de brutalités se sont aussi traduits par une augmentation de 26,7 pour cent en 2013 par rapport à l'année précédente.

L'Organisation nationale des sondages déclare, concernant les femmes et la pauvreté, qu'au cours de l'année 2009-2010, les ménages dirigés par les femmes

dans les zones rurales étaient de 118 pour 1 000 hommes alors qu'en zone urbaine, ils étaient de 116 pour 1 000 hommes. La part des fermières est dominante en Inde; cependant, plus de 20 millions de femmes ont été déplacées pour raisons de main-d'œuvre agricole entre 2004-2005 et 2009-2010 par rapport à un supplément de 5 millions d'hommes comme main d'œuvre agricole durant la même période.

Selon le recensement de la population de l'Inde de 2011, le taux d'alphabétisation des femmes indiennes est passé de 39,3 pour cent (en 1991) à 65,5 pour cent, soit une augmentation de 26,2 pour cent au cours des 20 dernières années.

En 2001, l'espérance de vie à la naissance des femmes était de 63,3 pour cent; en 2011 elle est passée à 65,4 pour cent. Le taux de mortalité maternelle du pays est en régression constante ces dernières années, il est passé de 398 pour 100 000 en 1997-98 à 178 pour 100 000 en 2011-12. Les données du National Family Health Survey révèlent qu'en 1992-93 le taux de fécondité totale était de 3,4 pour cent et celui de l'année 2005-06 était de 2,7 pour cent.

En ce qui concerne la participation des femmes à l'économie, on relève une légère augmentation de la proportion des femmes employées dans le secteur tertiaire, malgré qu'elle soit toujours de un sur six seulement. Une baisse importante a été enregistrée dans la proportion des travailleuses régulièrement rémunérées; cependant, nous avons vu une lueur d'espoir avec l'augmentation de celles qui sont en emploi indépendant.

Selon le National Family Health Survey–III (2005-06) dans le secteur rural, les femmes mariées comptent actuellement à 26 pour cent seulement des décisions relatives à l'obtention des soins de santé pour elles-mêmes. Dans les zones urbaines, ces chiffres s'élèvent à 29,7 pour cent, 10,4 pour cent et 12,2 pour cent respectivement. Dans les organes de prise de décision, les femmes n'ont occupé que 8 des 74 postes ministériels dans le Conseil central des ministres en 2012.

Pour ce qui est de la problématique des droits de l'homme, il y a eu deux interventions législatives récentes intégrées dans le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

L'adoption d'une recommandation générale en octobre 2013 est en effet une victoire historique dans la lutte pour les droits des femmes dans les situations de conflits et le témoignage du profond engagement du Comité à protéger à tout moment les droits des femmes.

Pour traiter la question des mécanismes institutionnels en faveur du progrès des femmes, le Gouvernement de l'Inde a formulé plusieurs réglementations, politiques et programmes pour remédier aux préoccupations des femmes. Le 73<sup>ème</sup> amendement de la constitution a permis à environ 1,3 million de femmes d'occuper des postes électifs dans la gouvernance locale.

Les femmes sont les principales gardiennes de la biodiversité. Le mouvement Chipko est l'un des premiers mouvements écologistes inspiré par les femmes. Un autre mouvement, qui constitue l'un des plus grands de l'histoire des femmes et de l'écologie, est le mouvement Green Belt.

La violence contre les femmes est en augmentation constante: le nombre de délits contre les femmes est passé de 74 093 en 1991 à 244 270 en 2012. Ces chiffres indiquent clairement que les délits contre les femmes sont traités avec moins d'importance que d'autres infractions dans notre pays.

Selon le National Family Health Survey-III, 47 pour cent des femmes actuellement mariées et âgées entre 20 et 24 étaient mariées avant ou à l'âge de 18 ans. En dépit du caractère illégal des mariages précoces en Inde, l'acceptation sociale de cette pratique est évidente en raison du fait que 766 cas seulement de ce type de mariage ont été enregistrés auprès de la police au cours des années 2005–2012.

L'information et la technologie ont permis de créer une plateforme pour que les femmes puissent faire entendre leurs voix et faire connaître leurs problèmes à l'échelle mondiale. Un rapport de la Fédération indienne des chambres de commerce et d'industrie a signalé que jusqu'en 2011, seuls 10 pour cent des principaux dirigeants des entreprises immatriculées en Inde étaient des femmes. Les chiffres indiquent que le plafond de verre existe toujours et que plusieurs femmes devraient être nommées aux postes de direction.

L'affaire du viol de Nirbhaya qui a suscité une onde de choc sur l'ensemble du territoire indien et à l'étranger a eu lieu en décembre 2012, lorsqu'une étudiante en médecine avait été brutalement violée par un gang de six hommes à l'intérieur d'un bus en mouvement à Delhi. Comme de larges couches de la société se reconnaissent dans le mode de vie et les activités de Nirbhaya, de nombreuses manifestations de rue, des rassemblements et des veillées ont été organisés.

L'implication des hommes et des garçons dans le mouvement des femmes, au cours de la dernière décennie, a marqué la nouvelle révolution et celle-ci a été principalement menée par les jeunes de la nation. Bien que ceci constitue un signe encourageant certainement un élément de répit parmi tous les obstacles à l'émancipation des femmes, il existe cependant encore beaucoup de problèmes à traiter et à résoudre.

Le système patriarcal, qui est profondément ancré dans la société indienne, a créé des cloisons socioculturelles étanches en rapport avec la possibilité pour les femmes de quitter leur foyer pour devenir autonomes. Malheureusement, au fur et à mesure que les femmes repoussent les normes patriarcales pour jouir de leurs droits, elles subissent des répressions multiformes. Dans ce domaine, on peut dire que l'idée de démocratie a été un échec.

Bien que les partis politiques se plaisent à répéter à l'envi que l'intégrité et la sécurité des femmes et leurs droits sont au cœur de leurs programmes, la participation des femmes dans les instances de gouvernance n'avait jamais été sérieusement prise en charge. L'inclusion de l'intégrité et de la sécurité des femmes était finalement prise en compte pendant l'allocation du budget mais elle ne comportait aucun mécanisme durable à même de garantir la sécurité des femmes en Inde. Bien que des programmes tels que Beti Bachao, Beti Padhao Yojana aient été renouvelés, la question centrale des avortements liés au sexe n'avait pas été abordée.

Pour que l'Inde connaisse un développement significatif, il est important que les normes patriarcales cèdent le pas et que les besoins et problèmes actuels soient traités à l'aide d'une approche durable et nouvelle. Et la réforme la plus effective devant susciter des changements pourrait être la mise en œuvre des lois et politiques en temps réel plutôt que de s'attarder sur des discours ou des exposés.